



Our world is not for sale.
STOP corporate globalization.

Revirement de l'OMC 2013: priorité à la nourriture, aux emplois et au développement durable – déclaration

28 Octobre 2013

Après plus de trois décennies d'un modèle de globalisation des entreprises transnationales, il est clair que celui-ci a berné les travailleurs, les paysans et l'environnement, tout en favorisant l'enrichissement de quelques privilégiés. L'émergence des crises financière et économique globales des cinq dernières années a mis au grand jour les nombreux impacts négatifs de politiques telles que: la dérèglementation du secteur financier, qui a entraîné la débâcle financière et la perte d'emplois ; la financiarisation des marchés agricoles, qui a entraîné la volatilité des prix des denrées alimentaires et la faim ; des politiques libérales de « course vers le bas » dans la production, qui ont provoqué des accidents mortels, comme l'effondrement d'une usine au Bangladesh où ont péri plus de 1'000 ouvriers du textile ; des monopoles de propriété intellectuelle qui limitent l'accès global aux médicaments; et des politiques d'expansion commerciale des entreprises transnationales (au lieu du commerce pour le développement) qui ont exacerbé la crise climatique. Malgré ces terribles nuisances, ces politiques de libéralisation, dérèglementation et monopole des entreprises transnationales constituent l'épine dorsale du système actuel du commerce mondial, consolidé par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) depuis 1995.

L'émergence des crises globales financière, alimentaire économique et autres – que les règles de privatisation et libéralisation de l'OMC ont contribué à créer et ont été incapables de prévenir – offre l'opportunité de réfléchir aux sérieux problèmes inhérents au modèle spécifique de globalisation que l'OMC a consolidé partout. Malheureusement, au sein de l'OMC, il y a une résistance énorme à reconnaître la contribution de l'organisation aux crises globales. Au lieu de cela, beaucoup de ses membres se sont efforcés de garder l'accent sur l'augmentation du commerce des entreprises transnationales, sans se soucier des coûts humains et environnementaux. Ainsi, au sein de l'OMC, certains membres – représentant les intérêts des entreprises transnationales– essaient même d'étendre ces politiques ratées en vue de la 9^{ème} conférence ministérielle qui aura lieu à Bali, en Indonésie, du 3 au 6 décembre 2013.

Bien que le cadre global de ces règles soit fixé par l'OMC, ces politiques apparaissent, sous une forme même plus extrême, dans les accords de libre-échange (ALE) régionaux et bilatéraux qui ont causé des pertes d'emploi, la volatilité des prix des denrées alimentaires et l'augmentation du contrôle étranger des entreprises transnationales sur les services publics et les ressources naturelles. Ces ALE et la prolifération de traités bilatéraux d'investissement (TBI) ont entraîné une explosion des plaintes « investisseur – Etat » par lesquelles de nombreuses lois sur la santé, la sécurité et l'environnement ont été attaquées par des entreprises transnationales devant des tribunaux privés, résultant dans des sentences de milliards de dollars que les contribuables doivent payer aux entreprises.

Vu cette situation, le réseau Notre monde n'est pas à vendre (OWIFNS) affirme que le cadre du commerce global doit fonctionner pour les 99% : il doit donner aux pays assez de marge de manœuvre pour mener un agenda positif en faveur du développement et de la création d'emplois et il doit faciliter, au lieu d'empêcher, les efforts globaux pour garantir la véritable sécurité alimentaire, le développement durable, l'accès à des soins de santé et des médicaments abordables et la stabilité financière globale. Et il doit faire passer les accords globaux sur les droits humains et la durabilité environnementale avant le profit des entreprises transnationales. Il faut donc créer une institution entièrement nouvelle, dont le mandat central serait d'édicter des règles qui permettent aux pays de faire du commerce pour le développement durable, tout en disciplinant le comportement des entreprises.

En attendant, il faut changer radicalement les politiques de l'OMC pour donner aux pays plus d'espace politique afin qu'ils puissent trouver des solutions urgentes à ces défis globaux cruciaux. Dans l'immédiat, les négociations en vue de la ministérielle à venir doivent être révisées pour refléter la nécessité d'un changement radical de l'agenda.

Scénario actuel de l'OMC: mauvaise direction, mauvaises propositions

Après de nombreuses conférences ministérielles ratées et presque douze ans de négociations, le cycle de Doha d'expansion de l'OMC est au point mort. Les pays développés ont poussé des accords parallèles pour négocier des questions cruciales pour les pays en développement, censées corriger les déséquilibres actuels de l'OMC et qui constituaient la base du mandat de développement de Doha.

Pire : les pays développés semblent réemballer les mêmes demandes de libéralisation et d'accès au marché de leurs intérêts des entreprises transnationales afin de tisser un nouveau « fil conducteur commercial » pour conclure des accords lors de la 9^{ème} ministérielle à Bali. Ceux-ci comprennent un accord sur la Facilitation des échanges, qui imposerait trop de contraintes de mise en œuvre, de régulation, de ressources humaines et de technologies aux pays en développement, tout en amenant plus d'importations que d'exportations vers ces mêmes pays. En même temps, les pays développés ont échoué dans leurs obligations d'assurer des niveaux adéquats de Traitement spécial et différencié (TSD) dans ces mêmes négociations sur la Facilitation des échanges, notamment en matière d'assistance technique et financière.

Par la même occasion, les intérêts des entreprises transnationales des pays développés continuent à marginaliser les demandes actuelles des pays en développement par rapport à la ministérielle de Bali. Il est scandaleux que les pays riches s'opposent à une proposition du groupe G33, composé par 46 pays, de permettre aux pays en développement de subventionner les paysans pauvres afin qu'ils puissent cultiver des denrées alimentaires en faveur de leur population qui risque la famine. De même, les requêtes des pays les moins avancés (PMA) pour un paquet simple de politiques leur permettant d'améliorer leur participation au commerce global devraient être approuvées et mises en œuvre immédiatement et non mises de côté ou échangées contre d'autres concessions arrachées aux pays en développement.

Ainsi, s'il doit y avoir un accord à la 9^{ème} ministérielle de Bali, celui-ci doit commencer par rééquilibrer les injustices du passé, à commencer par un accord sur la proposition du G33, un paquet fort pour les PMA et un paquet fort sur le TSD. Un accord contraignant sur la Facilitation des échanges serait un pas fatal dans la mauvaise direction.

Il est inquiétant que les pays développés aient déjà lancé des négociations sur leur agenda post-Bali, y compris en vue de l'expansion de l'Accord plurilatéral sur les technologies de l'information (ATI). Une expansion de l'ATI atteindrait de nombreux objectifs de libéralisation des pays développés dans les négociations sur l'accès au marché non agricole (AMNA) du cycle de Doha et il aurait un impact négatif sur la capacité des pays plus pauvres à développer leurs secteurs technologiques. Les pays développés ont aussi lancé des négociations plurilatérales sur les services, appelées Accord sur le commerce des services (ACS). La création d'un ALE radical sur les services, comme l'ACS proposé, entraînerait la dérèglementation et la libéralisation de beaucoup de services privés et publics dans les pays en développement et dans les pays développés. Il réduirait aussi la pression sur les pays développés pour qu'ils consentent à de nombreux changements dans les règles existantes de l'OMC, demandés par les pays en développement dans les négociations. Ces deux accords proposés représentent encore plus le modèle raté de libéralisation et de dérèglementation et ils sont combattus par les organisations de la société civile des pays qui y participent et de ceux qui n'y participent pas, aussi bien dans les pays développés que dans ceux en développement.

Tout agenda post-ministériel convenu à la 9^{ème} ministérielle de Bali ne devrait pas se concentrer sur « encore plus du même » agenda des intérêts des entreprises transnationales.

Ainsi, le réseau Notre monde n'est pas à vendre (OWINFS) affirme qu'en plus d'une transformation à long terme de l'architecture globale commerciale et économique, des changements immédiats doivent être apportés à l'OMC afin de donner aux pays plus de marge de manœuvre pour poursuivre un agenda positif pour le développement et la création d'emplois, la sécurité alimentaire, le développement durable, l'accès à des soins de santé et des médicaments abordables et la stabilité financière globale.

Les principes de base et les objectifs qui sous-tendent l'OMC doivent être revus, de nombreuses politiques actuelles de l'OMC doivent être réparées et beaucoup d'aspects du cycle de Doha de 2001 doivent être changés. Spécifiquement, nous demandons aux gouvernements de transformer le régime commercial global par les mesures suivantes:

1. Nous demandons des emplois et un espace politique industriel

Suite à la crise globale financière et économique, le chômage a augmenté encore plus, aussi bien dans les pays riches que dans les pays pauvres. Mais au lieu de donner la priorité à la création d'emplois, le cadre de l'OMC se concentre sur la réduction des droits de douane et met les travailleurs en compétition de façon inéquitable, ce qui entraîne une érosion accrue des emplois – tandis que le commerce devrait servir à créer de l'emploi. Pire: les propositions du cycle de Doha feraient baisser les droits de douane dans les pays en développement encore plus que dans les pays riches, ce qui éroderait encore davantage les emplois décents dans des industries clé. Des pays en développement déjà vulnérables ne devraient pas « payer » pour des ajustements au système commercial global actuel en offrant plus d'accès au marché, ce qui détruirait leurs perspectives de développement industriel.

-Tout accord actuel ou futur doit faire en sorte que le commerce serve à augmenter l'emploi, comme par l'Agenda pour le travail décent, et protéger l'espace politique des pays, au lieu de baisser seulement les droits de douane.

-L'expansion de l'Accord sur les technologies de l'information (ATI) doit être abandonnée.

-Dans toute négociation future dans l'Accès au marché non agricole (AMNA), la formule suisse doit être abandonnée; les négociations doivent se baser sur le mandat de réciprocité moins que complète; les discussions sur les initiatives sectorielles doivent être volontaires; les emplois manufacturiers ne doivent pas être "échangés" contre les emplois agricoles et il ne devrait pas y avoir de clause anti-concentration, car les pays doivent garder la flexibilité de protéger des secteurs vulnérables et intensifs en main d'œuvre.

-Nous appelons à des études d'impact dans les négociations AMNA. Nous avons besoin d'études sur l'aspect qualitatif et quantitatif sur l'emploi et l'environnement de tout accord potentiel futur de l'OMC.

2. Nous demandons le droit de protéger l'espace politique pour le développement

Les pays en développement doivent pouvoir utiliser le commerce comme outil de développement. Le commerce n'est pas une fin *en soi*. Si l'impact du commerce, en vertu des règles actuelles ou proposées, entrave la capacité des personnes pauvres ou des pays pauvres à se développer, alors il faut de nouvelles règles. Bien avant le cycle de Doha de 2001, les pays en développement avaient présenté de nombreuses propositions pour leur permettre de profiter du commerce tout en gardant un espace politique pour le développement. Celles-ci comprennent les propositions originales, connues sous le nom de « questions de mise en œuvre », écrites il y a plus de dix ans et présentées comme une alternative à l'agenda du cycle de Doha, qui visent à réparer les asymétries et biais du cycle de l'Uruguay. De plus, les problèmes commerciaux des pays les moins avancés (PMA) ne devraient pas être sacrifiés face aux demandes extrêmes des pays riches de plus d'accès au marché dans les pays émergents. Les pays en développement ont présenté des propositions qui permettraient aux PMA de sauvegarder un espace politique pour le développement, tout en profitant des bienfaits du commerce. De plus, les négociations sur la Facilitation des échanges, si elles sont mises en œuvre comme négociées actuellement, imposeraient des contraintes financières, technologiques et en matière de ressources humaines excessives sur les pays en développement et entraîneraient plus de facilitation des importations que des exportations. Ainsi :

-l'accord proposé sur la Facilitation des échanges devrait être volontaire pour les pays en développement. Les propositions sur le Traitement spécial et différencié (TSD) dans ces négociations doivent être renforcées et complétées, y compris l'aide technique et surtout financière, à la satisfaction des pays en développement, avant que des obligations contraignantes sur la Facilitation des échanges ne leurs soient imposées.

-Le paquet proposé sur les PMA – qui comprend l'accès hors quota et droits de douane pour les PMA, une résolution équitable et immédiate des demandes des pays producteurs de coton et une exception sur les services pour les PMA – devrait être adopté, indépendamment de la finalisation du paquet de Doha

-Les questions de mise en œuvre doivent redevenir le sujet principal de l'OMC pour les années qui vont suivre la 9ème conférence ministérielle. Un véritable agenda de développement, qui a été absent des négociations de l'OMC, se concentrerait sur la réforme des règles de propriété intellectuelle, les services et les produits, de façon à ce qu'ils soient plus porteurs de développement.

-La renégociation complète – et non un nombre limité – des propositions pour assurer le TSD pour les pays en développement devrait être la priorité et un aspect central de toute négociation future.

-Si des PMA veulent entrer à l'OMC, leur accession ne doit pas être conditionnée par des demandes d'accès au marché, mais ils devraient pouvoir accéder dans des termes qui leur permettent d'utiliser le

commerce selon leurs besoins en développement. Ces termes ne devraient pas aller au-delà de ceux appliqués aux membres PMA originaux de l'OMC.

3. Nous demandons la stabilité financière au lieu de la dérèglementation financière

Les règles de dérèglementation et libéralisation de l'OMC dans le secteur des services financiers ont contribué à créer la débâcle de la crise financière globale. Cependant, alors que le G20, la plupart des gouvernements et même le FMI ont reconnu, dans le sillage de la crise financière, le besoin de re-réglementer la finance, les règles de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'OMC peuvent entraver les efforts de réglementation financière ; et les propositions actuelles dans les négociations de l'AGCS mettraient des limites additionnelles à la réglementation domestique et étendraient la portée des exigences de dérèglementation. Des changements immédiats aux règles actuelles de l'AGCS sont nécessaires en matière de services financiers et il ne devrait pas y avoir d'autre dérèglementation ou libéralisation des services financiers dans l'OMC. De plus,

- Les pays ne devraient pas prendre d'engagements additionnels pour la libéralisation du commerce des services financiers dans les négociations de l'AGCS ou par l'Accord sur le commerce des services (ACS) proposé.
- Les règles de l'AGCS existantes et proposées devraient être revues à la lumière de la crise financière et ensuite clarifiées et/ou modifiées pour assurer l'espace politique permettant à tous les pays d'utiliser des mesures macro-prudentielles, telles que les contrôles de capitaux et des taxes sur les transactions financières, et d'appliquer d'autres mesures de régulation financière et prudentielles.
- Il n'est pas approprié, dans le contexte de l'OMC ou de l'ACS, d'élaborer ou d'adopter des disciplines sur la réglementation domestique dans le secteur comptable décidées avant la crise financière, ou d'adopter ou d'élaborer toute autre discipline sur la réglementation domestique.

4. Nous demandons que l'accès à la santé et à des médicaments abordables passe avant les monopoles des brevets

Ceux qui plaident pour l'accès aux soins de santé et à des médicaments abordables ont remporté une belle victoire en 2001 par l'adoption de la Déclaration de Doha sur la santé publique et les Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC). Cette déclaration a réaffirmé les flexibilités contenues dans l'accord ADPIC et son utilisation pour répondre aux besoins de santé publique des membres de l'OMC. Cependant, les négociations qui ont suivi la déclaration, censées faciliter l'exportation de médicaments sous licence obligatoire vers des pays qui n'ont pas ou pas assez de capacités manufacturières, se sont conclues sans établir un mécanisme opérationnel pour traduire les droits agréés dans un accès réel. Ainsi, la santé publique a souffert à cause de monopoles de santé complexes et contraignants qui priment par rapport à l'accès à la médecine. Par conséquent:

- Les Etats membres doivent revoir la décision du 30 août 2003 de déroger à l'article 31 (f) de l'ADPIC et la décision de 2005 d'amender l'ADPIC et ils doivent améliorer ces décisions pour les rendre opérationnelles.
- Les membres devraient établir un moratoire permanent sur les plaintes de non violation de l'ADPIC
- Les membres devraient rendre permanente la dérogation aux obligations de l'ADPIC pour les PMA, tant qu'ils sont PMA, sans conditions, y compris en permettant aux membres PMA de revenir en arrière sur la mise en œuvre de l'ADPIC.

5. Nous demandons des règles commerciales qui promeuvent la sécurité et la souveraineté alimentaire

Une nouvelle crise alimentaire a mis en lumière les ratages de notre système de commerce des denrées alimentaires, qui expose les paysans à des importations massives lorsque les prix sont trop bas (souvent à cause de subventions inéquitables à l'exportation dans les pays riches), tout en augmentant la souffrance humaine due à la faim lorsque les prix de celles-ci explosent. Cette volatilité est le résultat d'une spéculation excessive sur le marché des matières premières et des règles globales sur l'alimentation – écrites en bonne partie pour satisfaire l'agro-business – qui traitent la nourriture comme un produit de profit des entreprises transnationales et non comme un droit humain. Il est temps de changer radicalement le système alimentaire et il est essentiel d'amener les changements suivants à l'OMC pour parvenir à un système global qui assure la souveraineté et la sécurité alimentaire :

- Les pays en développement devraient avoir le droit de subventionner la nourriture pour les pauvres, y compris par des paiements directs aux paysans pauvres, tel que proposé dans les négociations actuelles par le G33 pour promouvoir la sécurité alimentaire.

-Les pays en développement devraient avoir le droit d'augmenter les droits de douane et d'utiliser d'autres mesures pour protéger les moyens d'existence des paysans, le développement rural et la sécurité alimentaire. Cette faculté, appelée Mécanisme spécial de sauvegarde (MSS) à l'OMC, doit être beaucoup plus flexible que les propositions actuelles de l'OMC pour atteindre la sécurité alimentaire. Les PMA ne devraient pas être obligés de prendre des engagements additionnels dans l'agriculture.

-Les pays en développement devraient être à même d'exonérer les produits de toute réduction future des droits de douane, comme cela leur semble nécessaire pour protéger le revenu des paysans, la sécurité alimentaire et le développement rural; la désignation des Produits spéciaux à l'OMC doit être élargie. Nous rejetons tout gel des droits de douane dans l'agriculture.

-Les subventions à l'exportation devraient être disciplinées, y compris les subventions de la «boîte verte».

-Les règles commerciales doivent être modifiées pour faciliter une réglementation appropriée des produits de base, afin de prévenir une spéculation excessive et la volatilité des marchés globaux.

-Il faudrait accorder une attention particulière à l'élimination des subventions pour les agro-carburants, car ceux-ci ont détourné la terre de la production de denrées alimentaires et aggravé la dégradation écologique.

6. Nous demandons la protection de la biodiversité et l'élimination du brevetage du vivant

L'un des points saillants de la déclaration de Doha prévoit d'examiner la relation de l'accord ADPIC avec la Convention de l'ONU sur la diversité biologique (CDB). Dix ans de délibérations ont abouti à des propositions concrètes d'amender l'accord ADPIC pour prévenir la bio-piraterie.

-Les membres devraient amender l'accord ADPIC pour exiger que le pays d'origine soit révélé, que la preuve du consentement préalable et informé soit fournie et que les bénéfices soient partagés de façon juste et équitable.

-La revue obligatoire du brevetage du vivant, en vertu de l'article 27.3 (b) de l'accord ADPIC, doit être complétée. La longue suspension de la revue obligatoire jette des doutes sur l'approche basée sur les règles. Nous réitérons l'appel pour l'interdiction du brevetage du vivant, comme proposé par beaucoup de pays en développement.

7. L'OMC n'est pas l'endroit approprié pour établir une politique de changement climatique

Mettre le changement climatique à l'agenda de l'OMC représenterait un grave danger pour la stabilisation climatique, puisque les règles de l'OMC favorisent structurellement l'augmentation des flux commerciaux – ce qui contribue massivement à la production de gaz à effet de serre qui causent le changement climatique – au détriment de la durabilité environnementale. Alors que plusieurs aspects des règles actuelles de l'OMC devraient être changés pour laisser plus d'espace politique aux pays, pour qu'ils puissent protéger l'environnement et mener des politiques de développement durable, d'autres agences multilatérales que l'OMC sont beaucoup plus appropriées pour discuter et mettre en œuvre des règles relatives au climat global.

-Les règles de l'ADPIC devraient être changées pour permettre aux pays de négocier des flexibilités additionnelles au régime de propriété intellectuelle en matière de transfert de technologies, y compris dans d'autres enceintes multilatérales.

-Les politiques en matière de changement climatique ne devraient pas pouvoir être remises en cause par le Mécanisme de règlement des différends de l'OMC.

-Aucun nouvel agenda de «changement climatique» ne devrait être introduit à l'OMC.

8. Nous demandons le droit de réglementer les services essentiels

Les règles existantes de l'AGCS ne devraient pas constituer la base de la libéralisation. En associant libéralisation et dérèglementation, les règles d'accès au marché de l'AGCS interdisent des réglementations dans l'intérêt public qui s'appliquent de la même façon aux entreprises nationales et étrangères pour promouvoir la stabilité financière, la sécurité des consommateurs, la santé publique, la qualité environnementale et l'accès à l'éducation. L'AGCS contient des limites additionnelles à la réglementation domestique en matière d'exigences et procédures de qualification, de standards techniques et d'exigences de licences.

-Tout accord plurilatéral sur les services, comme l'Accord sur le commerce des services (ACS) ne devrait pas étendre les exigences de dérèglementation qui existent déjà dans l'AGCS et il ne devrait pas être utilisé comme base pour toute négociation multilatérale sur les services.

-Les services publics, en particulier, doivent être exclus de tout accord sur les services avec une exception large et réelle.

Beaucoup d'autres changements doivent être apportés au système commercial mondial, y compris une revue, abrogation ou transformation fondamentale des accords bilatéraux et régionaux commerciaux et d'investissement. Ci-dessus, nous avons esquissé des changements immédiats qui doivent être apportés pour que l'OMC laisse plus d'espace politique aux pays, afin que ceux-ci puissent mettre en œuvre de solutions aux crises globales qui profitent à tous.

OWINFS est un réseau global de plus de 200 organisations de la société civile de plus de 50 pays. Pour plus d'informations, prière de contacter OWINFS à l'adresse suivante : djames@cepr.net.

Signataires jusqu'à le 28 octobre :

International and Regional Organizations and Networks		
1	ACP Civil Society Forum	The Forum is a coalition of 80 not-for-profit organisations working on issues relating to ACP-EU development cooperation. It seeks to cater for the diverse range civil society development issues within the wide geographic coverage of the ACP group.
2	Arab NGO Network for Development (ANND)	ANND is a regional network, working in 12 Arab countries with seven national networks (with an extended membership of 200 CSOs from different backgrounds) and 23 NGO members.
3	Asia Pacific Mission for Migrants (APMM)	A regional migrant centre working in the Asia Pacific and Middle East region.
4	Asian Peasant Coalition (APC)	Represent more than 15 million rural members (e.g. landless peasants, peasant women, dalits, agricultural workers, fisherfolks, pastoralists, and rural youth) from 33 organizations from Bangladesh, India, Indonesia, Malaysia, Mongolia, Nepal, Pakistan, Philippines, and Sri Lanka, struggling for genuine agrarian reform and people's food sovereignty.
5	Association pour la Taxation des Transactions financière et l'Aide aux Citoyens (ATTAC) European Network	ATTAC is an international organization involved in the alter-globalization movement. We oppose neo-liberal globalization and develop social, ecological, and democratic alternatives so as to guarantee fundamental rights for all.
6	Caribbean Development Alternatives with Women for a New Era (DAWN)	A regional network of scholars and researchers who work on the issues of political economy, trade, Sustainable Development; Sexual and Reproductive Health and Rights; governance and women's equal participation in power and decision-making.
7	Dignity International	Dignity International's vision is of a world in which everyone enjoys human rights and lives in dignity; free from fear, poverty and discrimination. Dignity International advocates with, connects, and supports the empowerment of deprived and struggling communities in claiming their human rights, and creating social justice around the world.
8	IBON International	IBON initiates and implements international programs, develops and hosts international networks, initiates and participates in international advocacy campaigns, and establishes regional and country offices. IBON strengthens links between local campaigns and advocacies to international initiatives.

9	International Presentation Association (IPA)	The mission of IPA is to channel our resources so that we can speak and act in partnership with others for global justice.
10	LDC Watch	LDC Watch is a global alliance of national, regional and international civil society organisations (CSOs), networks and movements based in the Least Developed Countries (LDCs).
11	Pacific Network on Globalisation (PANG)	PANG is a Pacific regional network promoting economic justice in globalisation with specific attention to: 1) Accountability and transparency in economic and trade policy processes, 2) Poverty eradication, 3) Equitable development and sustainable livelihoods (opportunity, access, impact) and 4) Food sovereignty and environmental sustainability.
12	Pax Romana ICMICA Asia	Global network of Catholic leaders committed to justice, peace and creation.
13	Public Services International (PSI)	Public Services International (PSI) is a global trade union federation dedicated to promoting quality public services in every part of the world. PSI brings together more than 20 million workers, represented by 650 unions in 150 countries and territories.
14	South Asia Alliance for Poverty Eradication (SAAPE)	An alliance to fight against poverty and injustice in South Asia comprising journalists, academics, trade unionists, human rights activists, NGOs and other civil society actors across the region.
15	Southern Africa Trade Union Coordination Council (SATUCC)	SATUCC is a regional trade union organization representing all major trade union federations in the Southern African Development Community (SADC). It was established in March 1983 and today SATUCC is the only formally recognised representative regional trade union confederation with a special status in the SADC.
16	Southern and Eastern African Trade, Information and Negotiations Institute (SEATINI)	An African initiative to strengthen Africa's capacity to take a more effective part in the emerging global trading system and to better manage the process of Globalization.

National Organizations		
17	51% Coalition	Jamaica
18	Action Développement et Intégration Régionale (ADIR)	Burundi
19	Action, Research and Education Network of Aotearoa (ARENA)	New Zealand
20	Advocate for Safe Parenthood (ASPIRE)	Trinidad and Tobago
21	Africa Youth Coalition Against Hunger	Sierra Leone
22	Agricultura Alternativa y de Alerta ante la Transgénesis (AGALAT)	Panama
23	Agricultural Workers Union of TUC	Ghana
24	Alianza ONG	Dominican Republic
25	Aljawf Women Organization For Development	Yemen
26	All Lanka Peasant's Front	Sri Lanka
27	All Nepal Peasants Federation (ANPFa)	Nepal
28	Alliance Pour la Reconstruction et le Développement Post-Conflict (ARDPC)	Ivory Coast
29	Alliance Against WTO	Bangladesh
30	Alliance Sud	Switzerland
31	Alternative Information & Development Centre	South Africa

32	Amigos de la Tierra México	Mexico
33	Anguilla National Council of Women (ANCW)	Anguilla
34	Andhra Pradesh Vyavasaya Vruthidarula Union (APVVU)	India
35	Argentine Federation Of Commerce And Services Workers (FAECyS)	Argentina
36	Asia Monitor Resource Centre (AMRC)	Hong Kong
37	Asociacion Ecologica De Lanus (AEL)	Argentina
38	Association Commerciale, Agricole, Industriel et du Service (ACAISA)	Cape Verde
39	Association of Women's Organizations of Jamaica (AWOJA)	Jamaica
40	Association pour la Taxation des Transactions financière et l'Aide aux Citoyens (ATTAC) Spain	Spain
41	Association pour la Taxation des Transactions financière et l'Aide aux Citoyens (ATTAC)	Tunisia
42	Association Women Sun of Haiti	Haiti
43	Australian Fair Trade and Investment Network (AFTINET)	Australia
44	Bahrain Transparency Society	Bahrain
45	Banana Link	UK
46	Bangladesh Krishok Federation	Bangladesh
47	Barbados Association of Non Governmental Organizations	Barbados
48	Barbados National Organization of Women	Barbados
49	BASE Investigaciones Sociales	Brazil
50	Belize Enterprise for Sustainable Technology	Belize
51	Berne Declaration	Switzerland
52	Bharatiya Krishak Samaj	India
53	Bia'lii, Consultancy and Research	Mexico
54	Botswana Council of Non Governmental Organisations (BOCONGO)	Botswana
55	Business and Professional Women Barbados	Barbados
56	Cadre de concertation des OSC pour le suivi du CSLP (CdC/CSLP)	Burkina Faso
57	Campaign 2015+ International	Nigeria
58	Canadian Union of Postal Workers (CUPW)	Canada
59	Congress of South African Trade Unions (COSATU)	South Africa
60	Caribbean Association for Feminist Research and Action (CAFRA)	Trinidad and Tobago
61	Center for Alternative Research and Studies (CARES)	Mauritius
62	Center for Health, Human Rights and Development (CEHURD)	Uganda
63	Central Unitaria De Trabajadores (CUT)	Colombia
64	Centre d'Information et de Liaison des ONG (CILONG)	Chad
65	Centre de Recherche et d'Action pour le Développement (CRAD)	Haiti
66	Centre du Commerce international pour le Developpement (CECIDE)	Guinea
67	Centre for Literacy and Community Development	Kenya
68	Centre National et International de Documentation et d'Information des Femmes en Haiti (ENFOFANM) Haiti	Haiti
69	Childolesent And Family Survival Organization - Women's Rights Action Group (CAFSSO-WRAG)	Nigeria
70	Civil Society Bahamas	Bahamas
71	Civil Society Coalition on Migration and Development	Nigeria

72	Civil Society Forum of Tonga (CSFT)	Tonga
73	Civil Society Movement of Sierra Leone	Sierra Leone
74	Civil Society Organization Network for Development (RESOCIDE)	Burkina Faso
75	Codepink	USA
76	Colectivo Voces Ecológicas (COVEC)	Panama
77	Comité Forum Social Lémanique (FSL)	Switzerland
78	Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM)	Tunisia
79	Community Empowerment for Progress Organization (CEPO)	South Sudan
80	Concertation Nationale Des Organisations paysannes et des Producteurs (CNOP)	Gabon
81	Confederacion Nacional De Unidad Sindical (CNUS)	Dominican Republic
82	Congress of South African Trade Unions (COSATU)	South Africa
83	Conseil de Concertation des ONGs de Développement (CCOD)	Congo
84	Conseil des ONG Agrées du Cameroun (CONGAC)	Cameroon
85	Conseil Inter ONG En Centrafrique (CIONGCA)	Central African Rep.
86	Conseil National des ONG de Développement (CNONGD)	D.R. Congo
87	Consejo de Investigaciones para el Desarrollo de Centroamérica (CIDECA)	Guatemala
88	Consumer Education Trust	Uganda
89	Consumers Protection Association (CPA)	Lesotho
90	Cook Islands Association of Non-Governmental Organisations (CIANGO)	Cook Islands
91	Coordination nationale des organisations paysannes du Mali	Mali
92	Cotonou Task Force	Ethiopia
93	Council for NGOs (CANGO)	Swaziland
94	Council of Canadians	Canada
95	Cristianas y Cristianos De Base De Madrid	Spain
96	Development Service Exchange (DSE)	Solomon Islands
97	Dominica National Council of Women	Dominica
98	Eastern and Southern Africa small-scale Farmers Forum (ESAFF)	Zambia
99	Economic Justice Network Lesotho (EJNL)	Lesotho
100	Economic News Africa	Kenya
101	Ecuador decide	Ecuador
102	Equity and Justice Working Group Bangladesh (EquityBD)	Bangladesh
103	Fairwatch	Italy
104	Federación de Trabajadores del Agua Potable y Alcantarillado del Perú (FENTAP)	Peru
105	Federation de Femmes Entrepreneurs et Affairs de la CEDEAO (FEFA)	Guinea
106	Foro Ciudadano de Participación por la Justicia y los Derechos Humanos (FOCO)	Argentina
107	Forum das Ong de São Tomé e Príncipe (FONG-STP)	Sao Tomé and Príncipe
108	Fórum das Organizações Não Governamentais Angolanas (FONGA)	Angola
109	Forum des ONG pour le Développement Durable (FONGDD)	Eq. Guinea
110	Foundation pour le Developpment au Sahel (FDS)	Mali
111	Friends of the Earth	Ghana
112	FSM Alliance of NGOs (FANGO)	Micronesia

113	Gilbert Agricultural and Rural Development Centre (GARDC)	Antigua and Barbuda
114	Global Exchange	USA
115	Globalization Watch Hiroshima	Japan
116	Gonoshasthaya Kendra (GK)	Bangladesh
117	Good Shepherd International Justice Peace Office	USA
118	Grassroots Organisations of Trinidad & Tobago (GOTT)	Trinidad and Tobago
119	Grenada National Organization of Women	Grenada
120	Groupe d'Action et de Reflexion sur l'Environnement et le Développement (GARED)	Togo
121	Groupe de Recherche et d'Action pour la Promotion de l'Agriculture et du Développement (GRAPAD)	Benin Republic
122	Grupo Tacuba	Mexico
123	Guyana Association of Women Lawyers	Guyana
124	Hecho en Bs As / empresa social	Argentina
125	Help & Shelter	Guyana
126	Initiatives for Dialogue and Empowerment through Alternative Legal Services (IDEALS)	Philippines
127	Institute for Economic Research and Innovation (IERI)	South Africa
128	Institute for Global Justice (IKG)	Indonesia
129	Instituto Justiça Fiscal (IJF)	Brazil
130	Instituto Nacional de Estudos e Pesquisa (INEI)	Guinea-Bissau
131	Inter Agency Group of Development Organizations (IAGDO)	Grenada
132	Iyanola (St.Lucia) Council for the Advancement of Rastafari Incorporated (ICAR)	St. Lucia
133	Jamaica Network of Rural Women Producers	Jamaica
134	Jamaicans United for Sustainable Development	Jamaica
135	Jubilee Debt Campaign	UK
136	Kalingo Carib Council	Dominica
137	Kenya Debt Relief Network (KENDREN)	Kenya
138	Kilusang Magbubukid Ng Pilipinas (KMP)	Philippines
139	Kiribati Association of Non-Governmental Organisation (KANGO)	Kiribati
140	Labour,Health and Human Rights Development Centre	Nigeria
141	Lesotho Council of NGOs (LCN)	Lesotho
142	Liaison Unit of the non-governmental organisations of Seychelles -(LUNGOS)	Seychelles
143	Lutte Nationale Contre la Pauvreté (LUNACOP)	DR Congo
144	Malawi Economic Justice Network	Malawi
145	Marshall Islands Council of NGOs (MICNGOS)	Marshall Islands
146	Mauritius Council of Social Service (MACOSS)	Mauritius
147	Melanesian NGO Centre for Leadership (MNCL)	Papua New Guinea
148	Movement for National Land and Agricultural Reform (MONLAR)	Sri Lanka
149	Namibia Non-Governmental Organisations Forum Trust	Namibia
150	National Agricultural workers Forum (NAWF)	India
151	National Alliance of People's Movements (NAPM)	India

152	National Association of NGOs (NANGO)	Zimbabwe
153	National Association of Nigerian Traders (NANTS)	Nigeria
154	National Center For Labour (NCL)	India
155	National Council of NGOs	Kenya
156	National du Réseau des Ong de Développement et Associations de Défense des Droits de l'Homme et de la Démocratie (RODADDHD)	Niger
157	National Fisheries Solidarity Movement (NAFSO)	Sri Lanka
158	National Forum for Mozambiquan NGOs and CBOs (TEIA)	Mozambique
159	Nauru Island Association of NGOs (NIANGO)	Nauru
160	Network for Women's Rights and Feminist Perspectives in Development (WIDE)	Austria
161	Network of Women's NGOs	Trinidad and Tobago
162	New Hope Youth Trust	Botswana
163	Niue Island (Umbrella) Association of NGOs (NIUANGO)	Niue
164	Nou Sud	Spain
165	Online Knowledge Society	Bangladesh
166	Otros Mundos AC	Mexico
167	Plate-forme des acteurs non étatiques pour le suivi de l'Accord de Cotonou au Sénégal	Senegal
168	Plateforme haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA)	Haiti
169	Plate-Forme Nationale des Organisations de la Societe Civile de Madagascar	Madagascar
170	Policy Analysis and Research Institute of Lesotho (PARIL)	Lesotho
171	Pour Social Development Cooperative (SDC - RCA)	Central Africa Rep.
172	Poverty Action Network in Ethiopia (PANE)	Ethiopia
173	Professional Organization for Women in Antigua	Antigua
174	Programme de Plaidoyer Pour une Intégration Alternative (PPIA)	Haïti
175	Rape Crisis Society of Trinidad & Tobago	Trinidad and Tobago
176	Rassemblement pour une Alternative Internationale de Développement (RAID)	Tunisia
177	Red Mexicana de Acción Frente al Free Comercio (RMALC)	Mexico
178	Red Thread	Guyana
179	Regional en América Latina del Centro de Solidaridad Sindical de Finlandia	Finland
180	Resist Agrcochemical TNCs	Philippines
181	Resistance & Alternatives	Mauritius
182	Resistance and Alternatives to Globalization (RAG)	Indonesia
183	Roots for Equity	Pakistan
184	Rural Reconstruction Nepal (RRN)	Nepal
185	Rwanda Civil Society Platform	Rwanda
186	Samoa Umbrella for Non Governmental Organisation (SUNGO)	Samoa
187	SAVE Foundation Inc. (Services Alliance for Violent Encounters)	Barbados
188	Seruni	Indonesia
189	Simpson Foundation Malawi	Malawi
190	Sistren Theatre Collective	Jamaica
191	Sociedad Económica de Amigos del País	Cuba

192	Solidarité	France
193	Somali Organisation for Community Development Activities (SOCDA)	Somalia
194	South African NGO Council (SANGOCO)	South Africa
195	Southern and Eastern African Trade, Information and Negotiations Institute (SEATINI) Zimbabwe	Zimbabwe
196	Southwest Freedom of Information Act Network	Nigeria
197	Stichting Projekta	Suriname
198	Tanzania Association of NGOs	Tanzania
199	Tchad Agir Pour l'Environnement (TCHAPE)	Chad
200	The Asia Foundation	Timor-Leste
201	The Call for Africa Development [CAD]	Lesotho
202	Toledo Maya Women's Council	Belize
203	Tuvalu Association of NGOs (TANGO)	Tuvalu
204	Uganda Environmental Education Foundation (UEEF)	Uganda
205	Unidad Ecológica Salvadoreña (UNES)	El Salvador
206	Union Nacional De Trabajadores	Mexico
207	United Methodist Church Philippines	Philippines
208	Vanuatu Association of NGOs (VANGO)	Vanuatu
209	Voices for Interactive Choice and Empowerment (VOICE)	Bangladesh
210	War on Want	UK
211	West African Women Association (WAWA)	Liberia
212	Windward Islands Farmers' Association (WINFA)	St. Vincent and the Grenadines
213	Woman Inc.	Jamaica
214	Women Across Differences (WAD)	Guyana
215	Women Against Rape	Antigua
216	Women Working for Social Progress	Trinidad and Tobago
217	Women's Crisis Centre	Jamaica
218	Women's Institute for Alternative Development (WINAD)	Trinidad and Tobago
219	Women's Issues Network of Belize	Belize
220	Women's Media Watch Jamaica	Jamaica
221	Women's Resource and Outreach Centre	Jamaica
222	Women's Rights Centre	Suriname
223	World Democratic Governance project Association (WDGpa)	Spain
224	World Development Movement (WDM)	UK
225	Worldview	Gambia
226	Young Women's Christian Association (YWCA) Barbados	Barbados
227	Youth Foundation of Bangladesh (YFB)	Bangladesh
228	Zambia Council for Social Development	Zambia